

LEDEVOIR

ACTUALITÉS

La Québécoise disparue au Burkina Faso enlevée?

A 3

MONDE

Jair Bolsonaro sous la loupe de François Brousseau

B 1

SOCIÉTÉ

Un peu de réconfort pour les réfugiés sur le chemin Roxham

A 5



Golden Globes



La saison des prix hollywoodiens s'est ouverte dimanche soir, à Los Angeles, avec la remise des Golden Globes. A *Star Is Born*, mettant en vedette la chanteuse Lady Gaga (en photo), et *Roma*, film du Mexicain Alfonso Cuarón, portaient favoris lors de cette cérémonie, qui trace parfois la voie vers les Oscar. Lisez le compte rendu de notre journaliste François Lévesque sur nos plateformes numériques.

KEVIN WINTER/GETTY IMAGES/AGENCE FRANCE-PRESSE

III ENQUÊTE

Possible cas de profilage racial à Longueuil

La Commission des droits de la personne formule des directives qui devraient guider les pratiques des policiers au Québec, selon un expert

MAGDALINE BOUTROS
LE DEVOIR

La Commission propose à la Ville et aux agents mis en cause de verser 29 000 \$ à chacun des garçons et 14 000 \$ à chacun des parents

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse recommande à la Ville de Longueuil et à deux de ses policiers de verser un total de 86 000 \$ en dommages moraux et punitifs à quatre membres d'une famille qui auraient été victimes en 2013 de profilage racial. Du même souffle, la Commission formule six mesures de redressement qui seraient d'une « étendue sans précédent » et qui gagneraient à être mises en place dans l'ensemble des corps policiers québécois, a estimé dimanche le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR).

Les quatre décisions rendues par la Commission le 12 décembre (une pour chaque plainte déposée par les membres de la famille) font suite à une intervention menée le 15 novembre 2013. Aucune de ces allégations n'a été prouvée en cour.

Selon l'enquête menée par la Commission, aux environs d'une heure du matin, Nathan Picard et son demi-frère Terrell Jacobs, respectivement âgés à l'époque de 19 et 17 ans, marchaient près du terminus Panama à Brossard, un secteur où le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL) effectue une surveillance accrue.

VOIR PAGE A 2 : PROFILAGE

INDEX

Avis légaux B2
Culture B7
Décès B4
Éditorial A6
Grille TV B7
Idées A7
Météo B6
Monde B1
Mots croisés B6
Religion B6
Société A5
Sports B4
Sudoku B6
Sur la route B5

III ENVIRONNEMENT

Trois géants des mers au musée

Le Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins de Tadoussac s'est donné un défi de taille : recueillir, nettoyer, assembler et exposer les squelettes de trois grandes baleines retrouvées échouées sur les rives du Saint-Laurent. Un projet sans précédent au Québec, qui est en voie de se concrétiser.

ALEXANDRE SHIELDS
À TADOUSSAC
LE DEVOIR

Dans un hangar commercial situé près de Tadoussac, sur la Côte-Nord, plusieurs dizaines d'os de baleines, du plus petit au plus imposant, sont déposés sur différentes tables de travail construites pour l'occasion. L'œil néophyte reconnaît aisément les colonnes vertébrales de ces géants des mers, tandis que l'œil aguerri se tourne d'abord vers l'impressionnante mâchoire d'une baleine

noire, qui trône au milieu de ce casse-tête hors du commun.

« Cette baleine noire était bien connue. En fait, c'était une vedette pour les chercheurs qui étudient l'espèce », précise Patrice Corbeil, directeur de l'éducation et vice-président du Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM). Il s'agit en fait de « Piper », une femelle adulte retrouvée à la dérive dans le secteur de Percé à l'été 2015, soit avant l'hécatombe de baleines noires de l'été 2017.

Le chemin qui a conduit son squelette de 5000 livres jusqu'à l'atelier d'assemblage a été



Nageoire pectorale d'une baleine à bosses juvénile d'environ neuf mètres

ALEXANDRE SHIELDS

VOIR PAGE A 2 : GÉANTS



L'éducation par les os

GÉANTS

SUITE DE LA PAGE A 1

ardu, se souvient M. Corbeil, qui coordonne le projet. « Ça a été tout un défi de la remorquer avec un bateau, puisqu'elle pesait plus de 34 tonnes et mesurait un peu plus de 13 mètres. Ensuite, il a fallu la sortir de l'eau avec un appareil qui sert à soulever les bateaux de pêche, puis la déposer sur une remorque et la transporter à un site d'enfouissement. C'est là qu'a eu lieu la nécropsie de l'animal et que nous avons récupéré le squelette. »

Une fois le squelette récupéré, l'équipe du GREMM l'a fait transporter jusqu'à Tadoussac, où il a dû être exposé aux éléments, nettoyé et dégraissé. Il faut dire que les baleines accumulent des graisses dans leur ossature. Pour pouvoir assembler les ossements, mais aussi exposer le squelette de l'animal, il faut donc impérativement le dégraisser, sans quoi il suinterait du gras pendant plusieurs années. « On parle d'une série d'étapes qui peuvent prendre plusieurs années. Il faut être patients », résume Patrice Corbeil.

À preuve, le squelette du rorqual commun de 16 mètres qui se trouve dans le même atelier que la baleine noire a été recueilli en 2008, dans la foulée de la marée rouge d'algues toxiques qui avait frappé le Saint-Laurent au cours de l'été.

Le troisième squelette de baleine qui sera assemblé au cours des prochaines semaines est toutefois plus récent. Il s'agit de celui d'une jeune femelle baleine à bosse d'un peu plus de deux ans, mesurant 9 mètres et retrouvée échouée en 2017 dans le secteur de Godbout, sur la Côte-Nord. L'animal, qui arrivait à peine de sa longue migration commencée dans les Caraïbes, est probablement mort de faim.

L'équipe du GREMM compte exposer son squelette au Centre d'interprétation

des mammifères marins (CIMM) en position de saut, un trait caractéristique de la baleine à bosse, une espèce connue pour ses bonds spectaculaires hors de l'eau. « C'est un défi, surtout que nous n'avons pas trouvé d'autres exemples de cela ailleurs dans le monde. Mais nous allons trouver les solutions au fur et à mesure », indique Patrice Corbeil.

« Chacune des trois baleines présente des défis techniques », ajoute Patrick Bérubé, qui travaille sur le projet d'assemblage des squelettes. « Il n'existe aucun manuel d'instructions sur les façons d'assembler ces animaux. Il y a donc un volet de recherche scientifique, mais aussi un volet très technique, puisque nous voulons placer les squelettes en leur donnant le mouvement le plus naturel possible. On veut que les visiteurs puissent imaginer ces animaux dans leur habitat naturel. Il faut donc que la structure de soutien soit la plus subtile possible, malgré le poids des ossements. »

Collection unique

Outre la baleine à bosse en position de saut, la baleine noire sera elle aussi suspendue à l'intérieur du CIMM, situé sur le bord du fjord du Saguenay, au cœur du village de Tadoussac. L'équipe du GREMM souhaite la montrer en alimentation, donc avec tous ses fanons, récupérés lors de la nécropsie. Un projet complexe, puisqu'il faudra pour cela remplacer dans l'ordre les quelque 800 fanons de Piper, dont certains atteignent 2 mètres de longueur. Ces fanons lui servaient à filtrer, en surface, les minuscules crustacés dont elle se nourrissait.

Quant au rorqual commun, il devrait lui aussi être suspendu, mais avec la tête assez près du sol pour que les visiteurs puissent entrer dans sa cage thoracique. Son assemblage pourrait d'ailleurs être terminé l'été prochain « en faisant participer le public », selon M. Corbeil.

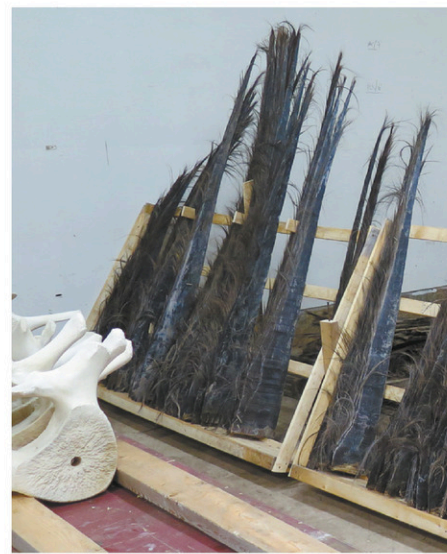
Même si le projet nécessitera encore plusieurs mois de travail, le GREMM

évalue que les travaux d'agrandissement du CIMM, essentiels pour ajouter les trois squelettes, pourraient être menés dès ce printemps. Le financement progresse bien, souligne simplement son vice-président, qui vient toutefois de lancer une campagne de sociofinancement.

« Avec ce projet, nous aurons une collection unique de cétacés du Saint-Laurent », poursuit Patrice Corbeil. Le CIMM compte déjà des squelettes de plusieurs espèces observées dans le Saint-Laurent. En plus de bélugas, on peut y observer une femelle petit rorqual et son fœtus, un dauphin à flancs blancs, un globicéphale, un cachalot nain et un imposant squelette de cachalot, dont les ossements de la tête pèsent à eux seuls plus d'une tonne.

L'équipe a également récupéré et exposé le squelette d'une baleine à bec de Sowerby échouée à l'île aux Pommes, près de Trois-Pistoles. Cette espèce relativement méconnue vivrait normalement au large de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve.

« Chacun de ses animaux a son histoire, même s'ils ne sont pas tous aussi connus que Piper. Notre objectif est de les faire connaître aux visiteurs, mais aussi de sensibiliser les visiteurs à la beauté, à la fragilité et à l'importance de ces animaux-là. On veut aussi sensibiliser le public à la richesse du Saint-Laurent, qui est le même fleuve à Tadoussac que sous le pont Champlain. Tout cela est connecté. »



Les quelque 800 fanons de la baleine noire Piper seront remplacés sur le squelette, qui sera exposé à Tadoussac.

ALEXANDRE SHIELDS
LE DEVOIR

Chacune des trois baleines présente des défis techniques. Il n'existe aucun manuel d'instructions sur les façons d'assembler ces animaux. On veut que les visiteurs puissent imaginer ces animaux dans leur habitat naturel.

PATRICK BÉRUBÉ



Alain Babineau, Dominique Jacobs et Joel Debellefeuille en conférence de presse dimanche

VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

Une indemnité de 86 000\$ suggérée

PROFILAGE

SUITE DE LA PAGE A 1

Les deux jeunes hommes à la peau noire se seraient fait intercepter par deux agents après qu'ils eurent traversé la rue sans se trouver sur un passage piétonnier. Ils auraient alors été « agrippés, projetés sur la voiture de police, menottés puis fouillés », sans même avoir été informés des motifs de leur arrestation. La Commission suggère que l'un des agents a usé d'« une force excessive et non justifiée », rappelant que l'infraction reprochée était mineure.

Les policiers auraient ensuite reconduit les deux jeunes hommes chez leurs parents, notamment pour les aviser de l'arrestation de Terrell, qui était mineur, et pour confirmer son identité. La Commission note qu'un des agents serait entré dans la maison, s'y promenant « sans autorisation et sans permission légale », malgré les protestations des parents, Shane James et Dominique Jacobs.

Dans un point de presse organisé dimanche dans les bureaux du CRARR à Montréal, Dominique Jacobs a témoigné qu'en l'espace d'un instant, sa maison avait pris les allures d'une scène de crime. « Il y avait des voitures de police qui circulaient sans arrêt sur notre rue. C'était répugnant et irrespectueux », a-t-elle raconté. Dominique Jacobs s'est dite persuadée que les deux garçons ont été ciblés parce qu'ils sont noirs. « Il y avait d'autres personnes qui marchaient près d'eux ce soir-là. Ils étaient les seuls noirs et ils sont les seuls à avoir été arrêtés. »

Puisqu'elle estime que les droits des quatre personnes impliquées dans cet événement ont été bafoués, la Commission propose à la Ville de Longueuil et aux agents mis en cause de verser 29 000 \$ à chacun des garçons et 14 000 \$ à chacun des parents à titre de dommages moraux et de dommages-intérêts punitifs. Cette décision n'est toutefois pas exécutoire. Pour la faire respecter, la Commission a acheminé les quatre dossiers devant le Tribunal des droits de la personne, qui devra rendre une décision prochainement.

Par la voix de son porte-parole, Louis-Pascal Cyr, la Ville de Longueuil n'a pas voulu indiquer, à ce moment-ci, si elle compte se conformer aux recommandations de la Commission ou les contester. « Mais on va collaborer pleinement au processus, a assuré Louis-Pascal Cyr. Les enjeux de profilage racial sont pris très au sérieux par la Ville de Longueuil. »

Documenter le profilage racial

Pour endiguer le phénomène de profilage racial, la Commission suggère à la Ville de Longueuil de mettre en place six mesures de redressement à l'intérieur de douze mois. Alain Babineau, conseiller au CRARR et ex-policier de la GRC à la retraite, voit ces recommandations d'un très bon œil et estime qu'elles « pourraient devenir des normes de référence pour les actions de toutes les villes du Québec contre le profilage racial effectué par les policiers ».

La Ville de Longueuil est ainsi invitée à documenter le phénomène de profilage racial en recueillant et en publiant des données sur l'appartenance raciale des personnes impliquées dans une intervention policière. « En recueillant des données sur la race des personnes interpellées, cela permettra de déterminer s'il y a des traitements différentiels et disproportionnels », explique Fo Niemi, directeur général du CRARR.

En décembre, la Commission avait d'ailleurs déploré que le nouveau plan stratégique du Service de police de la Ville de Montréal en matière de profilage racial et social restait muet sur la question de la publication de données traitant de l'appartenance raciale et sociale des personnes ciblées par des actions policières.

La Commission propose également à la Ville de Longueuil d'instaurer une formation antiraciste pour tous les agents, accompagnée d'une évaluation des acquis, et d'établir des mesures de dépistage pour repérer les comportements problématiques. Davantage d'interactions entre les policiers et les membres de communautés minoritaires sont recommandées, tout comme une mise à jour des pratiques de recrutement et d'évaluation des agents afin que les compétences interculturelles soient prises en compte. Enfin, la Commission demande à la Ville de Longueuil d'actualiser son « Plan d'action contre le racisme et la discrimination 2015-2017 ». Fo Niemi déplore d'ailleurs n'avoir « trouvé aucune trace de la mise en œuvre de ce plan ni du fonctionnement du comité consultatif » qui devait l'accompagner. La Ville de Longueuil n'a pas été en mesure, dimanche, de nous fournir plus de détails à ce sujet.

Également présent au point de presse organisé dans les bureaux du CRARR dimanche, Joel Debellefeuille s'est dit convaincu « qu'il y a un enjeu de profilage racial à la police de Longueuil ». Depuis 2009, celui-ci a déposé trois plaintes à l'encontre de policiers du SPAL pour des incidents survenus alors qu'il circulait à bord de sa BMW. L'an dernier, la Commission a recommandé à la Ville de Longueuil de lui verser 12 000 \$ en dédommagements pour un événement s'étant déroulé en 2012. La Ville nie qu'il y ait eu profilage racial.

FRAIS SCOLAIRES
**CONSULTATION
PUBLIQUE**
PARTICIPEZ
EN LIGNE

CONSULTATIONFRAISSCOLAIRES.GOUV.QC.CA

La résolution culturelle

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Is sont touchants, les bilans de fin d'année conjugués à quelques résolutions mort-nées! Faire plus d'activité physique. Économiser. Éviter le salé. Cesser de tout regretter. Consommer moins de beurre. Réguler ses humeurs. Conjurier quelques peurs. Au fond, en ces temps de résolutions, l'heure est à s'apitoyer sur sa condition, à trouver une recette de conversion personnelle, tout en s'accordant des miséricordes.

Dans la tradition judéo-chrétienne, la démarche critique de ces bilans de fin d'année et des résolutions qui les accompagnent est fort limitée. Il s'agit, tout au plus, de revamper de l'existant, sans changer vraiment les fondements de l'organisation collective qui nous détermine. Cela ne conduit d'ailleurs jamais bien loin. Quel est l'horizon de ces résolutions? Elles cessent d'ordinaire de respirer bien avant le mois de février, de sorte que le sérum social dans lequel chaque cellule humaine baigne demeure le même.

Nouvelle année ou pas, ce système dans lequel nous flottons nous maintient sur la ligne de flottaison du chacun pour soi. Chacun est encouragé à limiter sa vision du changement aux frontières étroites de son moi, ce qui est après tout la première condition pour ne rien changer du tout.

Un des traits caractéristiques des classes dirigeantes est d'envisager l'avenir — l'année nouvelle, si on veut — de façon toute différente. Dans une opulence et un faste guindé parfaitement décomplexés, ces gens-là montrent une confiance illimitée en leurs capacités d'infléchir par leur résolution la trajectoire de toute la société. Ainsi a-t-on pu voir Rocco Rossi, cet ancien directeur général du Parti libéral du Canada devenu président de la Chambre de commerce de l'Ontario, un homme connu pour être l'un des principaux adversaires de la hausse du salaire minimum à 15 \$, publier le 31 décembre une photo de ses célébrations avec ce commentaire: « Je célèbre le Nouvel An à la façon des 1%! », c'est-à-dire cette portion la plus riche de l'humanité. Sur ses photos, on voit son champagne Veuve Clicquot, ses blinis au caviar et ses tartelettes sucrées. Comme les tenants du 1% en effet, ce président ne s'envisage pas seulement comme un individu, mais comme le tenant d'une classe sociale, celle des riches qui se vautrent dans le miel tandis que leur société se dissout dans le vinaigre.

Curieuse époque qui ne cesse de répéter qu'à faire fermenter ses poubelles, on peut en tirer des trésors, mais qui ne s'inquiète pas du fait qu'en laissant aller ses trésors aux mains de quelques puissants, elle est en train de pousser la majorité de la planète à vivre au milieu des poubelles.

La pauvreté s'accroît tandis que tous les indicateurs affichent une augmentation du nombre de ces milliardaires dont un des traits caractéristiques est de toujours éprouver la certitude décomplexée de ne devoir leur position qu'à leurs propres mérites. Selon un rapport d'Oxfam, 82% des richesses créées ces dernières années dans le monde ont bénéficié au 1% des plus riches de la population mondiale, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50% les plus pauvres. Selon ce rapport de 2017 intitulé Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent, près de 60% de la planète doit parvenir à vivre avec l'équivalent de moins de 10 dollars par jour. Les chiffres d'Oxfam, croisés avec ceux du magazine *Forbes*, cette bible de la richesse, montrent que la part du patrimoine mondial détenue par le 1% des plus riches était passée de 44% en 2009 à plus de 50% en 2016. Les chiffres de la banque Crédit Suisse, une institution peu susceptible d'être suspecte d'une forte empathie envers les démunis, montre qu'un groupe de 42 milliardaires contrôle les richesses de l'équivalent de la moitié de la population de la planète, soit de plus de 3,7 milliards d'individus. À l'échelle de l'histoire, nous vivons une crise des inégalités sans précédent. Comment 3,7 milliards d'humains peuvent-ils en effet se retrouver à la merci de la volonté de 42 grands barons de la finance?

Il est vrai que tout peut changer, même si on ne sait pas bien d'où le changement pourrait venir en premier. Près de chez moi, dans les Cantons-de-l'Est, il y avait un petit village, aujourd'hui déserté parce que privé peu à peu de tous ses services. Là, au flanc d'une colline, se trouvait son cimetière. Sur l'autre flanc, on exploitait une carrière de sable. Durant des années, du sable fut prélevé en quantité de ce côté. La colline ne bougeait pas. Puis un jour, il suffit qu'un grain de sable se mit à glisser pour en entraîner avec lui des centaines de milliers. La colline glissa. Des morts, je crois, furent emportés. Un seul grain de sable avait fini par mettre de la vie là où, a priori, il ne s'en trouvait plus...

Un univers est toujours en train d'en creuser un autre, dans une suite de vagissements parfois quasi inaudibles. Il existe un travail souterrain dont en surface on ne voit pas toujours les résultats d'emblée. Ainsi, la vraie nouveauté ne se trouve pas toujours à la surface d'une nouvelle année, au nom de quelques résolutions de saison. Il faut apprendre la patience et trouver à regarder plus loin que son nez. Et pourquoi pas, pour commencer, dans le vaste réservoir d'idées nouvelles qui dorment dans notre passé. « Homère est nouveau ce matin et rien n'est peut-être aussi vieux que le journal d'aujourd'hui », écrivait Charles Péguy.



Cette photo d'Edith Blais et de son ami Luca Tacchetto, lors de leur périple africain, fait partie des derniers clichés publiés sur Facebook. LA PRESSE CANADIENNE

III BURKINA FASO

Ottawa envisage l'enlèvement de la Québécoise Edith Blais

La famille de la Sherbrookoise est sans nouvelles d'elle depuis trois semaines

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

La disparition au Burkina Faso de la Québécoise Edith Blais, dont la famille est sans nouvelles depuis maintenant trois semaines, serait considérée par le gouvernement canadien comme un enlèvement.

C'est du moins ce qu'ont rapporté plusieurs médias québécois dimanche, et c'est aussi une des raisons envisagées par la famille de la jeune Sherbrookoise recherchée.

Restant prudent dans ses communications, Affaires mondiales Canada a confirmé à *Devoir* être au courant de la disparition d'une citoyenne canadienne dans ce pays du nord-ouest de l'Afrique et assure que des « responsables canadiens au Burkina Faso sont en contact avec les autorités locales ».

« Nous ne commenterons et ne publierons aucune information susceptible de compromettre les efforts en cours et de mettre en danger la sécurité des citoyens canadiens », a toutefois précisé le porte-parole du ministère, Guillaume Bérubé.

Edith Blais, 34 ans, a communiqué pour la dernière fois avec sa famille le 13 décembre dernier et a publié sur Facebook des photos de son périple africain — effectué avec un ami italien, Luca Tacchetto, âgé de 30 ans — le 15 décembre. Depuis, silence radio. « Les communications entre les deux voyageurs et leurs familles respectives étaient très fréquentes et ont cessé abruptement », précisent les proches d'Edith Blais, sur une page Facebook créée spécifiquement pour la retrouver.

Le « duo de voyageurs chevronnés » était attendu avant Noël au Togo pour un projet humanitaire. Mais l'organisme Zion'Gaïa n'a jamais eu de leurs nouvelles. Ils n'auraient vraisemblablement jamais passé la frontière, ni même demandé de visa pour se rendre au Togo.

Aux dernières nouvelles, ils étaient encore au Burkina Faso et se dirigeaient vers Ouagadougou à partir de Bobo-Dioulasso — la deuxième ville du pays — pour y séjourner quelques jours et possiblement y vendre leur voiture. L'étape suivante devait être le Togo.

Recherches actives

Après avoir alerté le gouvernement canadien de la disparition d'Edith Blais, sa famille a décidé de se lancer elle-même à sa recherche, critiquant le manque de nouvelles de la part d'Ottawa sur la situation.

La sœur aînée de la Sherbrookoise, Mélanie Blais, et sa mère, Jocelyne Bergeron, ont ainsi créé une page Facebook invitant toute personne l'ayant aperçue au Burkina Faso à se manifester pour les aider.

Alors que les médias ont commencé à davantage relayer l'histoire samedi, la famille a indiqué avoir enfin pu discuter avec la ministre fédérale du Développement international et députée de Compton-Stanstead, Marie-Claude Bibeau, et être en contact avec le ministère des Affaires étrangères.

« On a pu discuter [samedi] avec la ministre Bibeau et nous savons que les autorités burkinabées s'activent, en plus de l'aide de quelques personnes sur le terrain, au Burkina Faso. Plus on aura d'informations, mieux on pourra diriger les recherches », peut-on lire sur la page Facebook.

Parmi les nombreux messages de soutien, Mélanie Blais et Jocelyne Bergeron ont aussi reçu des propositions d'aide et sont entrées en contact avec des personnes présentement au Burkina Faso. Considérant les informations recueillies, la famille envisage la thèse de l'enlèvement.

Voyage risqué

Sur son site Internet, le gouvernement canadien met en garde les voyageurs qui voudraient se rendre au Burkina Faso. Il y est conseillé « d'éviter tout

On a pu discuter [samedi] avec la ministre Bibeau et nous savons que les autorités burkinabées s'activent, en plus de l'aide de quelques personnes sur le terrain, au Burkina Faso. Plus on aura d'informations, mieux on pourra diriger les recherches.

MÉLANIE BLAIS



voyage non essentiel » dans le pays, en raison « du risque de banditisme, d'enlèvement et de terrorisme », particulièrement aux frontières, que ce soit avec le Bénin, le Niger, le Mali ou le Togo.

« Des barrages routiers illégaux et des incidents de piraterie routière ont été signalés. Les bandits armés n'hésitent pas à tirer pour arrêter les véhicules afin de dévaliser leurs occupants », est-il précisé.

Mobile

Tablette

Ordinateur

Le Devoir numérique en classe

Profs du Québec, abonnez **gratuitement** vos étudiants de 4^e et 5^e secondaire et de niveau collégial au *Devoir* numérique pour une durée de 15 semaines*.

- Accès illimité à l'application *Le Devoir* Mobile
- Accès à 100 % du contenu du site Web
- Formule virtuelle et version PDF
- Édition tablette chaque jour
- 25 articles gratuits par mois dans les archives

Inscrivez-vous dès maintenant au ledevoir.com/classe

* Les inscriptions se terminent le 15 février 2019.

Projet Énergie Saguenay: Québec n'évaluera pas l'impact environnemental du gaz naturel transporté

EN BREF

Myron Thompson, un ancien député fédéral controversé, est décédé

SUNDRE — Un ancien député fédéral connu pour son chapeau de cowboy et ses opinions controversées sur de nombreux sujets est mort à l'âge de 82 ans. Myron Thompson avait appuyé l'invasion américaine de l'Irak, s'était opposé aux lois favorisant le contrôle des armes à feu et à celles autorisant le mariage entre personnes du même sexe. Il avait réclamé des mesures plus sévères pour protéger les animaux et combattre la pornographie juvénile. Candidat du Parti réformiste, il avait été élu dans la circonscription de Wild Rose, en Alberta, en 1993. Il a successivement été réélu en 2000 pour l'Alliance canadienne et en 2004 et en 2006 pour le Parti conservateur. Il avait quitté la scène politique fédérale en 2008.

La Presse canadienne

Les timbres canadiens seront plus chers à compter du 14 janvier

Les philatélistes d'ici auraient avantage à faire le plein de timbres avant le 14 janvier. La grille tarifaire pour le courrier de Postes Canada changera pour la première fois depuis près de cinq ans. Ainsi, le prix d'un timbre acheté à l'unité et devant servir à expédier une lettre de 30 grammes ou moins à un destinataire se trouvant n'importe où au pays va alors augmenter de 5 ¢. Sa valeur passera donc à 1,05 \$. La hausse n'épargnera pas les carnets, les rouleaux et les feuillets. Les consommateurs, qui s'en procureront à partir du 14 janvier, remarqueront qu'ils payeront désormais 90 ¢ pour chaque timbre faisant partie de ces divers ensembles au lieu de 85 ¢.

La Presse canadienne

Entre 10 et 15 cm de neige et de bons vents pour mardi au Québec

Alors que Terre-Neuve-et-Labrador devrait recevoir jusqu'à 40 centimètres de neige dimanche et lundi, le Québec sera aussi touché en début de semaine, mais à un degré moindre. Des systèmes dépressionnaires en provenance de l'Alberta et du sud des États-Unis se combineront au-dessus du Québec dans la nuit de lundi à mardi. Selon les régions, la tempête devrait laisser entre 10 et 15 centimètres de neige, selon MétéoMédia. Les déplacements sur les routes risquent d'être compliqués dans l'ouest et le sud de la province mardi matin. Des rafales souffleront à plus de 50 km/h, ce qui pourrait provoquer de la poudrière et réduire la visibilité. Les précipitations se déplaceront graduellement vers l'est dans la journée de mardi.

La Presse canadienne

De retour du Népal, un Canadien est inculpé pour pornographie infantile

OTTAWA — Un Canadien, récemment rentré d'un voyage humanitaire au Népal, a été inculpé samedi pour possession et distribution de pornographie juvénile, a annoncé la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Cet habitant d'Ottawa, âgé de 62 ans, a été interpellé vendredi alors qu'il se trouvait à l'aéroport de Toronto. C'est une enquête menée par la police torontoise, la GRC et le département de la Sécurité intérieure des États-Unis qui a permis son interpellation. Des preuves de pornographie juvénile ainsi que des indices de communications avec des jeunes de moins de 16 ans à des fins sexuelles ont été trouvés. L'enquête a déterminé que cinq garçons népalais de moins de 16 ans étaient visibles dans le matériel audiovisuel saisi.

Agence France-Presse

III AGRESSIONS SEXUELLES

Québec solidaire ne dit pas non à un tribunal spécialisé

La porte-parole solidaire en matière de condition féminine va participer à un comité de réflexion mis sur pied par la ministre de la Justice

LA PRESSE CANADIENNE

Québec solidaire trouve « intéressante » la suggestion de la députée péquiste Véronique Hivon de créer un tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles.

La porte-parole solidaire en matière de condition féminine, Christine Labrie, a accepté de participer à un comité de réflexion mis sur pied par la ministre de la Justice, Sonia Lebel, en compagnie de Véronique Hivon, du Parti québécois, et d'Hélène David, du Parti libéral. Le comité échangera entre autres sur l'accompagnement des victimes de violences sexuelles.

Le député Alexandre Leduc, porte-parole en matière de justice de Québec solidaire, est aussi d'avis qu'il faut se pencher sérieusement sur le dossier, notamment sur le délai de prescription, qu'il faudrait abolir. M. Leduc croit que des actions doivent être prises pour que les Québécois conservent leur confiance envers le système judiciaire. Le message doit être clair, selon lui : les agresseurs « ne s'en sortiront pas toujours indemnes ».

La ministre Sonia Lebel a rencontré avant la période des Fêtes le groupe de femmes « Les Courageuses ». On sait que celles-ci ont obtenu la permission d'intenter une action collective contre Gilbert Rozon, parce qu'elles allèguent avoir été victimes de harcèlement et d'agressions sexuelles de sa part.

M^{me} Lebel a déclaré que la rencontre avait pour but de « mieux comprendre leurs expériences au sein du système de justice » et que « leurs témoignages nourrissent déjà ses réflexions ».

La récente décision du Directeur des poursuites pénales et criminelles de retenir un seul dossier de plainte contre Gilbert Rozon sur les 14 présentés à la police de Montréal a suscité de nombreuses réactions émotives.

Le premier ministre, François Legault, a dit être « ouvert » à l'idée de créer un tribunal spécialisé en matière d'agressions sexuelles évoqué par le Parti québécois.

La récente décision du Directeur des poursuites pénales et criminelles de retenir un seul dossier de plainte contre Gilbert Rozon sur les 14 présentés à la police de Montréal a suscité de nombreuses réactions émotives



La traite à des fins d'exploitation sexuelle est de loin la plus courante. L'ONU cite le cas de milliers de filles et de femmes de la minorité yézidie asservies par le groupe État islamique en Irak.

SAFIN HAMED AGENCE FRANCE-PRESSE

La traite humaine, crime largement impuni, selon un rapport de l'ONU

AGENCE FRANCE-PRESSE À VIENNE

La traite d'êtres humains, qui concerne hommes, femmes et enfants victimes d'activités criminelles allant de l'exploitation sexuelle au prélèvement d'organes, reste largement impunie à travers le monde, déplore un rapport des Nations unies publié lundi.

Malgré une tendance récente à l'augmentation du nombre de condamnations prononcées pour des faits relevant de la traite humaine en Afrique et au Moyen-Orient, « le nombre total [de condamnations, ndlr] dans ces régions reste très faible », explique un rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), dont le siège est à Vienne.

« Les trafiquants ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice », ajoute ce document, qui appelle à renforcer la coopération internationale pour poursuivre les réseaux criminels.

Le rapport, compilant des données jusqu'à l'année 2016, note qu'à cette date, jamais les pays connaissant des situations de conflits armés n'ont été aussi nombreux au cours des trente dernières années.

Or, l'existence d'un conflit armé « renforce le risque de traite d'êtres humains », car ces conflits s'accompagnent souvent de la défaillance des autorités, de déplacements forcés de populations, de l'éclatement des structures familiales et d'une précarité éco-

L'ONUDDC relève que 70 % de l'ensemble des victimes de traite recensées dans le monde sont des femmes et 23 % sont des mineurs

nomique, souligne l'ONUDDC.

La traite à des fins d'exploitation sexuelle est de loin la plus courante, représentant 59 % des victimes recensées en 2016.

Cibles yézidiennes

L'ONUDDC cite notamment le cas de milliers de filles et de femmes de la minorité yézidie asservies par le groupe État islamique en Irak.

L'une d'elles, Nadia Murad, est l'une des deux lauréates du prix Nobel de la paix 2018, qui l'a distinguée pour son militantisme en faveur des victimes.

Le travail forcé est la deuxième forme de traite la plus répandue, représentant un tiers des victimes couvertes par les données et prévalant particulièrement en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Cent cas relatifs à du trafic d'organes ont été signalés durant la période 2014-2017. Les camps de réfugiés sont des terrains d'action privilégiés pour les trafiquants qui recrutent les victimes « avec de fausses promesses d'argent ou de transport vers des lieux plus sûrs ».

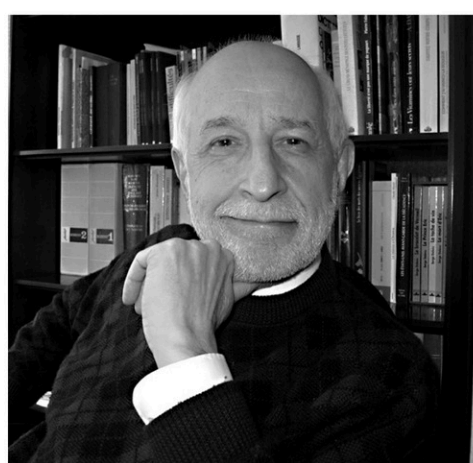
Dans certains cas, des preuves de collusion entre trafiquants et « professionnels de la santé, recourant à des pratiques corrompues et frauduleuses, » ont été relevées.

L'ONUDDC relève que 70 % de l'ensemble des victimes de traite recensées dans le monde sont des femmes et 23 % sont des mineurs.

La traite à des fins de mariage forcé est une situation qui concerne particulièrement les femmes en Asie du Sud-Est.

L'ONUDDC n'avance pas d'estimation concernant le nombre de victimes de traite à travers le monde. Le nombre de cas recensés s'élevait à un peu moins de 25 000 en 2016, soit une augmentation de plus de 10 000 depuis 2011, avec des hausses « plus prononcées dans les Amériques et en Asie ».

Cependant, le rapport met en garde quant au fait que l'augmentation pourrait être due à une recension plus efficace, plutôt qu'à une augmentation du nombre de personnes victimes de traite.



Au travail, ne démissionnez jamais!

Voyez d'abord
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2019-01-05

LOTTO QUÉBEC

649 04 10 38 43 compl. 40 45 48

1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 16229161-01

Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$

Quebec 49 01 18 21 05 compl. 28 30 45

Extra 2412516

Résultats des tirages du : 2019-01-04

LOTTO MAX 07 22 25 26 35 41 45 compl. 03

Prochain gros lot (approx.) : 18 000 000 \$

Extra 4814294

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



Au bout de Roxham Road, où le taxi vient de les déposer, Aimé et ses compagnons d'infortune s'apprêtent à franchir le fossé qui les sépare du Canada.

JACQUES NADEAU
LE DEVOIR

Un peu de réconfort pour les réfugiés sur le chemin Roxham

Même si leur nombre a diminué depuis le printemps dernier, les migrants sont accueillis par des citoyens engagés, qui tentent d'apaiser leurs craintes

JESSICA NADEAU
À CHAMPLAIN, ÉTATS-UNIS
LE DEVOIR

D

'un côté comme de l'autre de la frontière, des citoyens engagés se rendent tous les jours sur le chemin Roxham pour accueillir les réfugiés qui s'apprêtent à passer la frontière canadienne, leur offrant des manteaux d'hiver, des tuques, des mitaines, des oursins en peluche et des barres tendres. Bien que ces migrants aient été moins nombreux ces derniers mois, ils peuvent ainsi trouver un peu de réconfort, avant de faire arrêter volontairement par les agents de la GRC.

La neige tombait doucement sur le village de Champlain aux États-Unis. Au bout de Roxham Road, un petit chemin de campagne traversé par un fossé qui délimite la frontière canado-américaine, trois jeunes hommes sortent du taxi. L'air perdu dans leurs manteaux de fortune, ils sortent leur valise — leur unique bien — et regardent le ponton qui les mènera vers ce qu'ils espèrent être une nouvelle vie.

« Je vais au Canada parce que je veux vivre en sécurité et en liberté », confie Aimé, 19 ans, originaire du Rwanda.

Un peu plus de 24 heures auparavant, le jeune homme quittait l'Afrique. Comme la plupart des réfugiés qui se rendent à Roxham Road, il a atterri aux États-Unis et a fini la course en taxi, avec deux compatriotes rencontrés en chemin.

« On est partis du Vermont, je leur ai fait un bon prix à 120 \$ », dit en souriant Mike, le chauffeur, qui dit faire de très bonnes affaires depuis deux ans.

De l'autre côté du fossé, un agent de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) les attend. Calmement, il leur donne les règles d'usage. « Il est illégal de traverser la frontière ici, si vous le faites je vais être obligé de vous arrêter », lance-t-il en guise d'avertissement.

« Oui, j'aimerais que vous m'arrêtiez », répond Aimé d'une voix qui se veut confiante.

En sol canadien, l'agent leur pose tour à tour la main sur l'épaule et leur signifie qu'ils sont en état d'arrestation. Il les mène ensuite vers un grand bâtiment pour un premier contrôle de sécurité et les ramènera en minibus vers les bureaux de l'Agence des services frontaliers du Canada, où ils feront une demande d'asile.

Mais pourquoi passer par le chemin Roxham plutôt que par le poste frontalier de Lacolle, situé tout près ? Plu-

sieurs le font, mais c'est qu'ils répondent à certains critères bien précis. Tous les autres se verront systématiquement refuser le droit de faire une demande d'asile au Canada et seront refoulés aux États-Unis, en vertu de l'Entente entre le Canada et les États-Unis sur les pays tiers sûrs. Or, l'entente ne s'applique pas si les demandeurs d'asile se trouvent déjà en sol canadien. Ceux qui arrivent au chemin Roxham se font donc arrêter par la GRC, mais ils savent que leur demande d'asile sera traitée en bonne et due forme.

Le bouche à oreille a fait son œuvre et, depuis deux ans, le chemin Roxham est devenu le point d'entrée de 95 % des arrivées irrégulières au Canada. Tous ne restent pas au pays toutefois. Bien en vue à la frontière, une grande affiche gouvernementale rappelle que « demander l'asile n'est pas un laissez-passer pour le Canada ». On informe également les réfugiés qu'ils devront répondre à plusieurs critères précis, sans quoi leur demande sera refusée. L'an dernier, un peu plus de la moitié des demandeurs d'asile ayant traversé la frontière de manière irrégulière ont obtenu le statut de réfugié au Canada.

Le sourire bienveillant de Janet

Aimé et ses deux compagnons ont disparu dans le baraquement de la GRC. Leur chauffeur, Mike, fait demi-tour et le silence reprend ses droits dans le froid de janvier aux confins de la frontière américaine.

Janet arrive quelques minutes plus tard. Tous les après-midi, six jours par semaine, l'enseignante de français à la retraite vient passer une heure ou deux sur Roxham Road pour offrir un sourire bienveillant aux réfugiés qui s'apprêtent à passer la frontière. « Chaque personne qui arrive ici a son histoire, mais ce qu'ils ont tous en commun, c'est le stress. Ils sont très préoccupés, ils n'ont pas trop envie de jaser, ils veulent juste passer la frontière et arriver enfin au Canada. »

À travers l'organisme Plattsburgh Cares, elle recueille des manteaux, des tuques et des foulards qu'elle distribue à la frontière. « L'hiver dernier, ils étaient nombreux à arriver en t-shirt et en gougounes, mais cette année, ils sont probablement mieux informés, et plusieurs ont déjà un manteau lorsqu'ils arrivent. »

Tous les jours, elle voit des gens vulnérables mais déterminés, surtout des femmes et des enfants. « Hier, j'ai



Les bras chargés de manteaux, de mitaines et d'oursins en peluche, l'Américaine Janet se rend pratiquement tous les jours au chemin Roxham pour accueillir les réfugiés qui s'apprêtent à passer la frontière.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

donné des manteaux à une dame et à ses quatre enfants, raconte Janet en portant les mains à son cœur. Elle m'a fait un grand sourire et m'a dit : « je ne vous oublierai jamais! »

Baisse des demandes

Le soleil tombe sur Roxham Road. Janet est là depuis près de deux heures, mais personne ne s'est encore présenté. « On voit moins de monde depuis quelques mois, mais c'est assez inhabituel de ne voir personne », dit-elle avant de prendre le chemin du retour.

Les chiffres lui donnent raison. Depuis plusieurs mois, le nombre de passages irréguliers diminue. En novembre, la GRC a intercepté 978 personnes au chemin Roxham. C'est le chiffre le plus bas depuis le printemps 2017, moment où les réfugiés ont commencé à affluer massivement à ce passage frontalier.

En 2017, ils ont été près de 19 000 à passer la frontière au chemin Roxham. Pour 2018, le point culminant a été atteint en printemps, avec près de 2500 passages en avril, mais ne cesse de diminuer depuis. À la fin novembre, on comptait un peu plus de 17 000 passages irréguliers pour l'année 2018.

Le pays d'origine change aussi. Si les Haïtiens étaient nombreux en 2017, les Nigériens représentent aujourd'hui la moitié des demandeurs d'asile au chemin Roxham.

Du côté canadien de la frontière, sur le chemin Roxham à Hemmingford, certains trouvent encore qu'il y a beaucoup d'activité. « On est sur une petite route de campagne super tranquille, mais depuis deux ans, c'est devenu intolérable. Ces jours-ci, il passe encore quatre autobus par jour, et le trafic est incessant, déplore John (nom fictif). Selon moi, c'est un véritable gaspillage de fonds publics tout ça », ajoute-t-il en désignant le poste de la GRC au bout du chemin.

Sur sa petite chaise de cuisine, près du poêle à bois, Sue Heller tente de rester calme en entendant les propos de son voisin. « Je ne suis pas d'accord avec toi, ils ont bien le droit d'essayer de vivre leur rêve. Ils fuient leur pays parce qu'ils sont en danger. Personne ne se déracine comme ça sans raison valable », affirme la vieille dame, qui estime que le Canada pourrait accueillir beaucoup plus de réfugiés encore.

Comme Janet, Sue Heller fait elle aussi partie d'un groupe de soutien local (Bridges Not Borders) et se rend souvent du côté américain pour apporter son soutien aux réfugiés avant qu'ils mettent les pieds en sol canadien. « Certains disent qu'en accueillant des réfugiés, on se retrouve avec un plus petit morceau de tarte. Moi, je dis : on n'a qu'à faire une tarte plus grande! »

Certains disent qu'en accueillant des réfugiés, on se retrouve avec un plus petit morceau de tarte. Moi, je dis : on n'a qu'à faire une tarte plus grande!

SUE HELLER



III ALIMENTATION

Une pierre, deux coups

Faut-il changer nos habitudes et nos modes de production alimentaires de manière à protéger à la fois notre santé et la planète? De plus en plus d'études le soutiennent, et leur recommandation commune est de réduire, voire d'éliminer, la consommation de protéines animales. C'est dans ce contexte qu'arrivera en 2019 la huitième édition du *Guide alimentaire canadien* dont les premières ébauches font déjà des vagues.

Les Producteurs laitiers du Canada (PLC) sont aux abois depuis que *La Presse* a fait état du sort que le futur guide réserve aux produits laitiers. Ils n'y seraient plus considérés comme une catégorie à part, mais comme un membre du groupe des aliments protéinés, au côté des légumineuses et des noix, qui occuperaient une place de choix.

MANON CORNELIER



Les PLC protestent. Ils craignent qu'on décourage la consommation de lait, en particulier lors de la collation des enfants, et que leur industrie en subisse le contre-coup. Ils veulent se faire entendre et demandent au premier ministre Justin Trudeau d'intervenir.

Le premier ministre devrait s'abstenir. Pour la première fois depuis des lustres, Santé Canada a revu le guide en tenant à distance les représentants de l'industrie alimentaire et leurs études. Les portions, les aliments à privilégier, les habitudes à adopter ont été inspirés par les recherches scientifiques les plus récentes, à l'abri de la politique et des lobbys. Il était temps. Que cela plaise ou non, c'est un fait que les produits laitiers, comme les œufs, les légumineuses ou les noix sont des aliments protéinés. Les inclure dans cette catégorie n'est pas une invitation à éliminer le lait ou le yogourt, mais à faire des choix informés quand vient le temps de subvenir à ses besoins en protéines.

La version finale du guide n'est toujours pas disponible. Il est donc impossible de juger de la pertinence de l'ensemble de ses recommandations. Par contre, si le message central est celui qui a filtré, à savoir qu'il faut diversifier notre alimentation en mangeant davantage de produits végétaux et moins de protéines animales, en particulier de la viande, on doit applaudir. Contrairement à ce que certains diront, il ne s'agit pas d'un effet de mode, mais d'un écho nécessaire aux messages des chercheurs en santé publique et en environnement.

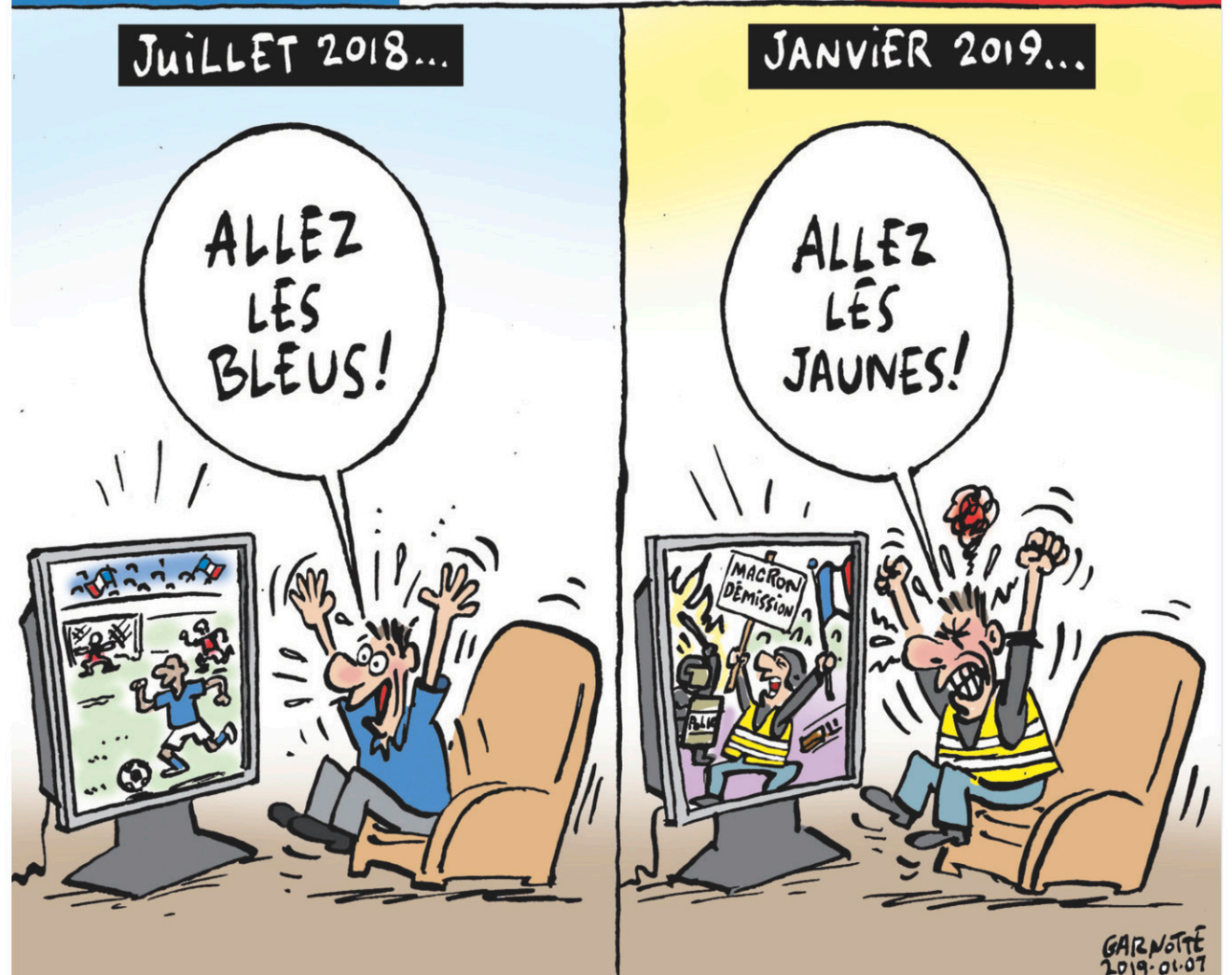
Les premiers insistent depuis longtemps sur les effets nocifs du déséquilibre de l'alimentation traditionnelle nord-américaine et européenne qui est, entre autres défauts, trop riche en viande et en cholestérol, mais faible en fibres. Les seconds s'inquiètent de la capacité de la planète à nourrir et à garder en santé les 9 à 10 milliards d'habitants qui y vivront en 2050, surtout si l'augmentation constante de la consommation de viande à l'échelle de la planète se poursuit. Cette tendance est « incompatible avec l'objectif d'éviter une hausse des températures globales au-dessus de 2 degrés Celsius », notait la semaine dernière une étude publiée par le Forum économique mondial.

La production d'aliments d'origine animale représente de 72 à 78 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole mondial, la production de bœuf, 25 % à elle seule. Selon une autre étude publiée en octobre dans la revue scientifique *Nature*, la production d'un kilogramme de bœuf génère 32,5 kg de CO₂, comparativement à 2,9 kg pour le porc, 1,41 kg pour le poulet et 1,22 kg pour le lait, suivi de près par le riz (1,18 kg). Le bilan pour les principales sources végétales de protéines est par contre de seulement 0,1 kg pour le soja, de 0,23 kg pour les légumineuses et de 0,71 kg pour les noix.

Mais comme le notent aussi ces études, les gouvernements ne peuvent pas diminuer l'empreinte environnementale du système agricole en se contentant de faire des recommandations en matière d'alimentation. Ils doivent, tant pour la santé publique que pour l'environnement, adapter leurs politiques afin de favoriser des modes de production agricole durables, une offre diversifiée d'aliments protéinés d'origine végétale, un accès à des aliments sains à un coût abordable et une réduction marquée du gaspillage alimentaire.

Et tout cela doit se faire en épaulant les producteurs actuels durant l'inévitable période de transition. Si M. Trudeau veut répondre à l'appel des PLC, c'est de ce côté qu'il doit agir, prus en se mêlant de la rédaction d'un document d'éducation publique qui aurait toujours dû être inspiré uniquement par la science.

FRANCE



LETTRES

Bilinguisation du Québec... ou de Montréal?

Alors que l'éditorialiste en chef d'un autre quotidien estimait récemment que « la montée du bilinguisme à Montréal [constituait] une grande richesse », Robert Dutrisac regrette, lui, « La bilinguisation du Québec » (*Le Devoir* du 5 janvier). En tant que francophone parfaitement bilingue qui a connu les avancées du français dans le Montréal d'avant 1995, mais qui vient de subir un « no, I don't speak French » (sans « sorry »!) d'une jeune vendeuse chez Ogilvy, je partage l'inquiétude de M. Dutrisac.

Si on veut corriger la tendance actuelle, il faudra cependant s'assurer d'abord que Montréal et le reste du Québec partagent la même lecture des enjeux, soient sur la même longueur d'onde. Pour l'instant, l'incontestable bilinguisme de Montréal n'entraîne pas que le Québec entier se sente « bilinguisé ». Jusqu'où ira alors l'empathie de la province pour Montréal?

Combien de francophones à Québec ou à Roberval, Granby ou à Matane, considèrent l'anglicisation de Montréal comme un phénomène relativement étranger, finalement inévitable pour une métropole en notre ère de mondialisation? Ce Québec, sécurisé dans sa langue et intégrant facilement sa « diversité » émergente,

a-t-il peut-être fait une croix sur un Montréal anglo-ethno-Plateau inextricable? Un ami en région, nationaliste, me demandait récemment si les francophones de Montréal ne crient pas au loup un peu trop facilement!

Dans ce contexte, des resserrements à la loi 101 auraient-ils l'appui du Québec francophone entier, au risque de nouvelles querelles linguistiques? La CAQ qui ne doit rien à Montréal, pourrait-elle être plus courageuse que naguère les libéraux ou le PQ?

Normand Cusson
Montréal, le 6 janvier 2019

Un Vieux Québec sans services!

Comme travailleur dans le secteur touristique du Vieux Québec, depuis plus de 20 ans, j'y suis présent presque chaque jour. Toutefois, au fil des ans, on a vu l'offre des services s'amenuiser. La SAQ avait des magasins formidables à Place Royale, puis au Château Frontenac. Autrefois, il y avait plusieurs pharmacies, mais il en subsiste seulement deux avec des choix de produits assez restreints. On a eu aussi des boucheries et des quincailleries dans le Vieux Québec. Il n'y a même plus une bonne épicerie. Richelieu a quitté le secteur il y a plusieurs années.

Le dernier épisode de ce désert de services surviendra le 25 janvier. En effet, on m'a annoncé hier que la Caisse Desjardins du Vieux Québec, à côté de l'hôtel de ville de Québec, ferme ses portes. Pour obtenir des services de Desjardins,

je devrai parcourir quelques kilomètres pour aller dans le Faubourg Saint-Jean-Baptiste ou à Saint-Roch. Quelle tristesse et quelles difficultés pour tout travailleur ou pour un résident de ce magnifique quartier. Y travailler et y vivre devient vraiment problématique.

Jacques Leclerc
Québec, le 5 janvier 2019

En réponse à M. Gérard Moysan

Ce n'est pas la laïcité qui divise, la laïcité unit et incite à une neutralité qui unit les gens pour un mieux-vivre-ensemble. Le problème, chez Québec solidaire, c'est la « contradiction évidente » qui se vit en son sein. Ce parti se veut d'avant-garde, moderne, populaire et, comme le dirait Catherine Dorion, du vrai monde! Cela étant dit comme si nous n'étions pas tous du vrai monde! Or, Québec solidaire est inconsciemment de la vieille garde. Il est contre l'évolution de la société parce qu'il veut maintenir des coutumes rétrogrades telles que des signes ostentatoires religieux, et ceci, sous toutes sortes de prétextes. Le peuple n'y reconnaît plus la tolérance de « mère » Françoise David. En effet, la tolérance des nouveaux disciples se tourne en lâcheté. En voulant ménager la chèvre et le chou, on court le risque de perdre les deux. À voir aller Québec solidaire, à moins d'un véritable « revirement », celui-ci va perdre ses électeurs.

Andréa Richard, écrivaine
Trois-Rivières, le 4 janvier 2019

LIBRE OPINION

Le populisme, maladie infantile de la démocratie

Sam Haroun
Auteur

Le populisme surgit dès que la démocratie attrape la grippe. C'est une éruption de fièvre qui a du bon parce qu'elle secoue la léthargie des gouvernants. Depuis une vingtaine d'années, le populisme progresse dans les démocraties européennes et américaines en même temps que s'intensifient les migrations venues du sud et de l'est, et que les sociétés sont secouées par la transformation rapide des mœurs et des moyens de communication. L'irruption au sein de nos sociétés des médias électroniques, l'afflux parfois incontrôlé de migrants différents par la couleur de leur peau, la pratique religieuse, la langue et la culture, le contraste entre la modernité occidentale et les mentalités traditionnelles de ces migrants, créent des frictions, des antagonismes, non seulement entre les

nationaux et les immigrants, mais aussi, parmi les nationaux, entre ceux qui sont favorables au métissage culturel et ceux qui s'accrochent à leur culture propre.

Le populisme naît du sentiment confus éprouvé par ses adeptes d'être en porte-à-faux avec l'esprit du temps, en décalage avec les politiques qui ne tiennent pas compte des traditions, des représentations populaires, des doléances de gens ordinaires. Il devient protagoniste de la vie publique quand ce sentiment se transforme en réaction de peur face aux changements démographiques ou aux innovations technologiques ou aux avancements relatifs au mode de vie, au statut de la femme et au mariage. Le populiste voit ou croit voir son monde se fissurer, se déliter et, à terme, se désagréger sous la poussée de forces qu'il ne maîtrise pas.

S'en moquer serait une faute, car le débat politique n'a aucun sens

s'il se fait entre citoyens de même opinion. Le populisme et la démocratie s'influencent mutuellement, l'apport populaire nourrissant les élites de ses coups de gueule, et les élites s'imprégnant des doléances des gens pour gouverner. Le populisme peut toutefois altérer les institutions démocratiques pour peu qu'il ait recours à la violence et qu'il ne respecte pas les usages et les règles de jeu.

Nouveau choc culturel

Le Québec, beaucoup plus que le reste du Canada, est saisi par le nouveau choc culturel que représentent l'effacement progressif des particularismes nationaux et des traditions séculaires ainsi que l'uniformisation des cultures sous l'influence de la technologie de masse. Alors que le Québec est menacé dans sa langue et sa culture par la civilisation anglo-américaine qui l'entoure et le sub-

merge, le repli sur soi identitaire est une tentation permanente, car nous ne sommes pas à l'abri d'une éruption populiste comme cela a eu lieu récemment en Allemagne, en Autriche, en France, en Hongrie, en Pologne, aux États-Unis et au Brésil. Le ras-le-bol populaire n'est ni à occulter ni à combattre de front. Si le populisme est la maladie infantile de la démocratie, seule la démocratie peut apporter le remède nécessaire à la résolution de nos problèmes.

Pour rappel, la démocratie libérale a apporté aux peuples les libertés individuelles, l'égalité de tous devant la loi, la reconnaissance de la femme en tant que telle avec tout ce que cela implique pour elle d'autonomie et de libre choix, la fin ou du moins le déclin des tabous et des dogmes liés aux morales traditionnelles, la protection de nos droits par une magistrature indépendante, le

bien-être matériel et la sécurité sociale. Nos dirigeants sont médiocres? Nos taxes sont élevées? Nos hôpitaux manquent de moyens? Au moins, nous avons la possibilité de nous exprimer en toute liberté, d'exiger de nos dirigeants de modifier leurs politiques et de les remplacer par d'autres. Mille fois les insuffisances de la démocratie libérale plutôt que les sirènes de la démocratie autoritaire! À trop courir derrière le tribun qui nous promet monts et merveilles au mépris de la vérité, il y a le risque de perdre et la liberté et la sécurité: « Un président audacieux se sachant appuyé par une majorité de l'opinion serait tenté d'outrepasser la loi et de priver les minorités de la protection que la loi leur assure. Il pourrait devenir un tyran non pas contre les masses, mais avec l'appui des masses » (James Bryce, *The American Commonwealth*, 1888).

III GÉOPOLITIQUE

Ombres chinoises

David Bensoussan

Professeur de sciences à l'Université du Québec

Il me souvient d'un petit-déjeuner au cours duquel le défunt ministre fédéral des transports Jean Lapierre me confiait sa grande satisfaction d'avoir été à l'origine d'un investissement majeur à Prince Rupert en Colombie-Britannique, lequel devait permettre de gagner du temps en ce qui touche les cargaisons maritimes provenant d'Asie. Lorsque je lui fis remarquer qu'il s'agissait en fait de permettre l'importation de dizaines de milliers de conteneurs qui arriveraient pleins et repartiraient quasi vides, il me répondit qu'il avait comme beaucoup d'autres émis des réserves, mais que les économistes avaient insisté pour souligner qu'il n'y avait pas à se faire du souci.

Avec le recul, il semble que peu d'analystes avaient prédit l'expansion formidable de l'économie chinoise, et encore moins l'importance géopolitique qui accompagne cette expansion à l'échelle de la planète tout entière. On supposait aussi que le libéralisme économique aurait un effet d'entraînement sur les libertés individuelles. Le consensus était que la Chine constituait un défi certes, mais un défi acceptable et maîtrisable. Toutefois, la vision corporatiste qui pousse à montrer aux investisseurs des profits à court terme n'a généralement pas été accompagnée d'une vision globale quant à l'effet à long terme des délocalisations des usines en Extrême-Orient, et plus particulièrement celui de leurs retombées politiques.

Une expansion fulgurante

La Chine est devenue une superpuissance économique. Quelques indices mettent en exergue cet essor économique chinois. Depuis 2005, les exportations canadiennes vers la Chine ont plus que doublé pour atteindre 25 milliards tandis que les importations ont augmenté de 66 % pour atteindre 71 milliards de dollars.

Dans son ouvrage *The Thucydides Trap*, Graham Allison note que la taille de l'économie chinoise par rapport à l'économie américaine est passée de 10 % en 1981 à 60 % en 2007, 100 % en 2014, et 115 % aujourd'hui. Au rythme actuel, elle devrait passer à 150 % en 2023 et à 300 % en 2040.

La Chine vise à égaler ou à dépasser le niveau technologique et économique des Américains. Toutefois, quelques paramètres montrent que l'avancée des États-Unis est encore marquée : le budget de recherche militaire américain, de l'ordre de 700 milliards de dollars, est 11,5 fois plus élevé que celui de la



Le logiciel de reconnaissance faciale et 170 millions de caméras de surveillance permettent d'identifier 1,37 milliard de Chinois en l'espace de quelques minutes.

GREG BAKER AGENCE FRANCE-PRESSE

Chine. Chaque année, les États-Unis déposent 14 000 brevets contre 2000 pour la Chine. Depuis 1990, deux prix Nobel ont été octroyés à la Chine contre 114 décernés aux Américains.

Néanmoins, la Chine produit aujourd'hui 87 % des produits électroniques, dispose de ses propres réseaux satellitaires, a un programme spatial ambitieux, développe son propre réseau GPS, ses propres sous-marins nucléaires, son premier porte-avions et détient une expertise avancée dans la destruction de satellites.

Les surplus budgétaires de la Chine lui ont permis d'entreprendre des investissements majeurs dans une nouvelle route de la soie (One Belt One Road) à l'échelle planétaire, qui est terrestre, maritime, aérienne et numérique. La route de la soie numérique a un centre de contrôle au Centre logiciel de Xian construit par le géant des télécommunications chinois Huawei. Ce centre devrait employer un quart de million d'informaticiens d'ici 2021. Par ailleurs, bien des compagnies de la Silicon Valley sont achetées par la Chine qui bénéficie ainsi légalement de secrets technologiques.

Les abus des droits de la personne

Le fichage des données individuelles traitées par l'intelligence artificielle donne des pouvoirs discrétionnaires inégalés au gouvernement chinois. Le logiciel de reconnaissance faciale et 170 millions de caméras de surveillance permettent d'identifier 1,37 milliard de Chinois en l'espace de quelques minutes. Les critiques concernant l'arrestation de centaines d'avocats et de militants des droits de la personne en Chine ou même le traitement des Ouïghours du Xinjiang se font plus discrètes dans les démocraties occiden-

tales, qui sont de plus en plus dépendantes des investissements chinois.

À la différence des démocraties libérales dans lesquelles les économies sont régies dans un cadre législatif bien défini et où les politiciens ne sont pas à l'abri des critiques, le Parti communiste chinois agit en maître d'œuvre incontesté, dirige à son gré les activités économiques et orchestre les interventions politiques.

Le théâtre d'ombres chinoises est une mise en scène qui laisse paraître des silhouettes tout en masquant leur arrière-plan. Il a été de même pour la politique chinoise jusqu'à présent. La Chine d'aujourd'hui agit plus ouvertement.

Tout récemment, il a été fait état d'activités d'espionnage informatique qui auraient pénétré 700 millions de téléphones Android ainsi que des banques canadiennes. La prise d'otages politique des Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor en Chine à la suite de l'arrestation dans la légalité de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, est un chantage qui veut outrepasser le processus légal de l'état de droit. C'est un test qui est fait sur un petit pays pour donner le ton à ceux qui s'avanceraient à critiquer ou à s'opposer à certaines politiques chinoises.

Devant la remise en question de certains engagements des États-Unis sous la présidence de Trump, il est fort possible que la Chine cherche à intervenir prochainement dans l'arène politique internationale et nuance bien moins son jeu d'ombres. L'affirmation militaire de la Chine en mer de Chine et la réclamation de droits territoriaux sur des îles flottantes armées de missiles ont semé la panique dans les états du Sud-Est asiatique. Elle n'est qu'un signe avant-coureur de ce changement de cap.

La faille jaune

JOHN R. MACARTHUR



À fin de « Comprendre le mouvement des gilets jaunes » — c'était cela la promesse à la une du journal *Le Monde*, affichée en gros titres le 10 décembre 2018 —, j'ai revisité le texte d'un écrivain qui ne s'est pas prononcé sur ce sujet dans les pages débats du premier quotidien de France.

En fait, l'identité et la frustration de ces révolutionnaires inattendus et non alignés étaient traitées l'été dernier dans un modeste essai de 85 pages, rédigé par le romancier Édouard Louis et titré *Qui a tué mon père*. L'absence d'un point d'interrogation est clé pour « comprendre » le point de vue exprimé. Louis, aujourd'hui membre de l'élite parisienne tellement méprisée par les manifestants, n'a pas oublié ses racines dans le nord industriel. Son livre fait l'éloge, d'une certaine manière, de son père, abîmé physiquement et spirituellement par une vie de travail brutal dans une usine et, plus tard, par l'obligation de balayer les rues et ramasser les ordures — un emploi payé 700 euros par mois — pour ne pas perdre son aide sociale.

Les gilets jaunes seraient en colère à cause d'une hausse de taxe ; Louis parle également de réductions de taxe et de dépenses : « Août 2017 — le gouvernement d'Emmanuel Macron retire cinq euros par mois aux Français les plus précaires. Le même jour, ou presque, peu importe, il annonce une baisse des impôts pour les personnes les plus riches de France. »

Cette nouvelle politique fiscale arrive à la suite d'une confrontation entre le président de la République et deux syndicalistes au mois de mai, à Lunel dans l'Hérault : « Ils sont en colère », raconte Louis, « leur manière de parler le fait comprendre. Ils ont l'air de souffrir aussi. Emmanuel Macron leur répond, la voix pleine de mépris : "Vous n'allez pas me faire peur avec votre T-shirt. La meilleure façon de se payer un costard c'est de travailler" ».

Et voilà la ligne rouge — disons plutôt la faille jaune — franchie. « Il renvoie ceux qui n'ont pas les moyens de se payer un costume à la honte, à l'inutilité, à la fainéantise. Il actualise la frontière, violente, entre les porteurs de costumes et les porteurs de T-shirts, les dominés et les dominants, ceux qui ont l'argent et ceux qui ne l'ont pas, ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien. Ce genre d'humiliation venue des dominants te fait ployer le dos encore plus. »

Donc pourquoi le choc et l'étonnement parmi la classe politique et les médias ? Le petit ouvrage d'Édouard Louis était en vente un peu partout. Il n'est pas vraiment nécessaire de s'interroger sur une crise fabriquée par une classe politico-financière qui ne cesse de ronger ce qui reste de l'amour-propre et des biens des classes inférieures. Il n'y a pas de point d'interrogation chez Édouard Louis, puisqu'il connaît bien les assassins de son père.

Il y a quand même des questions à poser, surtout au sujet de la gauche officielle, qui semble être aussi surprise par les gilets jaunes que La France en Marche. Le problème des socialistes est évident. Handicapée par son rigide soutien de l'Union européenne et sa dominance par la machine économique allemande, la gauche molle, semblable aux démocrates américains dans leur soutien de l'ALENA, a perdu la confiance de la classe ouvrière. Dispersés vers le Front national (devenu Rassemblement national) ou l'abstention de la vie politique, les ouvriers ordinaires, souvent sous-employés ou au chômage, n'ont rien à voir avec les grands projets écologiques ou libre-échangistes qui animent les bobos ainsi que les bourgeois libéraux.

En revanche, la France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon aurait dû profiter de la montée des gilets jaunes. Malheureusement, ils ont l'air de rater le train. Le 8 décembre, jour de manifestations violentes à Paris, Mélenchon était à Bordeaux présidant une conférence de son parti, très minoritaire à l'Assemblée nationale. Bien qu'il essaie de s'attacher aux gilets jaunes, le chef de LFI est entravé par ses liens à la politique de la « gauche rassemblée », ce qui est pour moi l'équivalent de la politique correcte aux États-Unis. Image avant substance.

Récemment exclu de la liste des candidats pour les prochaines élections européennes, Djordje Kuzmanovic a quitté LFI pour protester contre ce qu'il qualifie d'insistance « sur l'intersectionnalité et la non-hiérarchisation des luttes ». Dans une tribune publiée dans *Marianne*, Kuzmanovic a dénoncé une tendance qui « a conduit le mouvement à s'abîmer dans des combats secondaires [...] un exemple, si l'immense majorité des Français soutient la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, la plupart d'entre eux comprennent que les priorités, dans ce domaine, renvoient à l'égalité salariale, à la réduction de la pauvreté féminine, à l'éradication des violences dont les femmes sont victimes ; et non à l'écriture inclusive ».

Bien dit de la part de quelqu'un qui a parcouru les Champs-Élysées le 8 décembre, en respirant les gaz lacrymogènes au milieu d'une quasi-émeute. S'il n'y a pas d'argent pour acheter du pain, peu importe où le pain est vendu, et dans combien de variétés.

John R. MacArthur est éditeur de Harper's Magazine. Sa chronique revient le premier lundi de chaque mois.

III PATRIMOINE

Errements sur les œuvres qui vont dans les musées

Denis Proulx

Professeur associé à l'ENAP

Réflexions autour du jugement Manson de la Cour fédérale, qui réduit le critère d'intérêt national aux seules œuvres canadiennes.

La culture est un concept qui recoupe des éléments très différents. Fernand Dumont en a traité, tout comme Lusato et Messadié. On trouve d'un côté la culture traditionnelle, ethnologique ou passive et l'ensemble des éléments qui ont été développés par les individus pour survivre dans le contexte physique ou matériel qui est le leur. On pense ici, par exemple, à la langue, avec son accent et des mots particuliers, comme à des habiletés particulières, savoir marcher dans la neige, comment et quoi manger ou comment se comporter avec les autres. Cette culture est apprise dès l'enfance, elle nous conditionne et est propre aux gens qui vivent dans une société donnée, c'est pourquoi on l'appelle ethnologique. On n'a pas d'effort à faire pour l'acquiescer, c'est pourquoi on l'appelle passive. La plupart des gens se sentent à l'aise dans leur culture, même s'il y a des exceptions avec des personnes qui préfèrent être ailleurs que dans leur culture d'origine.

À l'opposé ou presque, on trouve la culture critique ou active. Un immi-

grant doit apprendre la langue de sa culture d'accueil et, s'il a passé un certain âge, il n'arrivera jamais à la parler sans accent, contrairement à ses enfants. De plus, il doit apprendre des codes de comportement parfois très proches des siens, mais parfois très éloignés. Quand nous voulons apprendre des langues étrangères, ou à cuisiner selon de nouvelles règles, ou simplement à manger différemment, nous devons faire un effort. Plus l'écart avec notre culture est grand, plus c'est difficile. Manger avec ses doigts en Afrique ou en Inde n'est pas facile pour nous, mais certains Chinois arrivent mal à manger avec des couverts. Mettre des gants pour qui ne l'a jamais fait est une expérience qui fait rire ceux qui en ont mis depuis l'enfance.

Au-dessus des catégories

Cette deuxième conception de la culture n'est pas nationale. Chopin n'est ni polonais ni français, il est au-dessus de ces catégories, sa musique peut rejoindre des gens de partout, à condition qu'ils aient été en contact avec ce genre de musique. Les œuvres de Chagall ne sont ni russes ni françaises, dans la mesure où elles font partie d'un patrimoine universel. Le jugement Manson confond allègrement les deux catégories en restreignant aux œuvres de peintres canadiens la protection des

œuvres. Les musées sont un lieu de culture critique, où l'on apprend à ouvrir son esprit, à s'ouvrir sur le monde, ce qui peut être le contraire de se limiter aux œuvres « nationales ».

Les peintures de Krieghoff montrent des paysages québécois, tout comme celles de Kahlo montrent sa souffrance dans un contexte mexicain, mais elles proposent à l'étranger tout comme au national une vision différente du monde, permettant à l'observateur d'ouvrir son esprit sur du nouveau. Les ceintures flechées sont très mi-ghonnes, mais elles ne sont plus utilisées pour serrer des manteaux, elles sont des œuvres d'art en soi, et trouvent leur sens loin de leur raison d'être initiale. La culture critique demandera toujours un effort, mais c'est elle qui contribue à nous ouvrir au monde. Un musée qui n'aurait que des œuvres locales verrait son intérêt limité à des perspectives ethnologiques, un musée pénalisé pour acquiescer des œuvres dites « étrangères » serait appauvri dans son offre. C'est la mission même des musées qui est remise en cause par une confusion de valeurs, privilégiant la dimension ethnologique nationale à celle des étrangers dans un contexte où c'est inapproprié. Si l'on veut favoriser l'ouverture sur le monde, il faut évidemment permettre à tous de s'ouvrir sur le monde.

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à redaction@ledevoir.com. Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

2018 dans l'œil de Renaud Philippe

De rencontres intimistes en événements électrisants, nos photographes ont sélectionné pour vous les meilleures photos de leur année. Aujourd'hui, les moments choisis de Renaud Philippe.



En dépit du malheur et des conditions d'existence difficiles dans les camps de Rohingyas au Bangladesh, la vie continue. Renaud Philippe a pu assister à un grand rassemblement dans la joie et la bonne humeur dans l'un d'entre eux, des moments qui ont été interdits dans certains endroits. « Je ne voulais pas montrer uniquement le drame qui les touche, je voulais raconter comment les gens retrouvent tranquillement un peu de liberté et vivent des moments un peu moins difficiles parfois. »



Le sous-sol de Jocelyn Vandal s'est transformé en un amoncellement d'objets brisés et souillés en janvier 2018. Accessoires de pêche, meubles, boîtes de conserve, souvenirs d'enfance... la crue de la rivière Saint-Charles n'a rien épargné. À Québec, dans le secteur de Duberger-Les Saules, plus d'une trentaine de propriétaires ont été surpris par la montée des eaux. Renaud Philippe a pu constater les dégâts en compagnie d'une amie de M. Vandal. « C'est plus qu'une image de rue inondée, l'information. C'est montrer l'impact sur monsieur et madame Tout-le-Monde. Ces gens ont tout perdu, ils voulaient en témoigner, partager leur douleur et leur désarroi. »



Montas Begum, 30 ans, a été battue et brûlée lorsque des troupes du Myanmar ont attaqué son village, Tula Tuli. Son mari et ses trois fils ont été assassinés dans l'attaque. Toujours vivante, sa fille a été marquée à vie par un coup de machette. Renaud Philippe a rencontré Montas Begum au camp de réfugiés de Balukhali, au Bangladesh. « C'est une rencontre que je n'oublierai jamais. Elle a partagé des moments difficiles et de grande intimité avec moi. Elle pleurait en vidant tout ce qu'elle avait sur le cœur. Le pire, c'est que ce n'est pas une situation exceptionnelle, c'est presque devenu la norme pour les Rohingyas. »

Les conditions de vie dans les camps de réfugiés rohingyas au Bangladesh sont très difficiles. La plupart vivent dans des habitations de fortune. « En passant une première fois devant cette maison inondée dans le camp de réfugiés de Balukhali, j'ai pensé qu'elle était inhabitée. Mais quand j'y ai vu de la lumière le soir, je suis allé discuter avec les gens. »



Sur la route en Abitibi-Témiscamingue pour rencontrer les citoyens et connaître les vrais enjeux de l'élection provinciale du 1^{er} octobre dans cette région, Renaud Philippe et la journaliste Isabelle Porter se sont arrêtés en chemin pour assister au Rodéo du camion. « Un concours de camions — qui font de la boucane incroyable — auquel les gens viennent assister même sous une pluie battante, c'était quelque chose. Un moment photographique idéal, et une façon parfaite pour rencontrer les gens et connaître les vrais enjeux électoraux de cette région dont on parle peu. »

LEDEVOIR

1265, rue Berri, 8^e étage,
Montréal (Québec) H2L 4X4
Métro Berri-UQAM
Ouvert du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous
sur LeDevoir.com
et sur nos réseaux
sociaux



RÉDACTION

Téléphone
514 985-3333
Courriel
redaction@ledevoir.com

RENSEIGNEMENTS ET
ADMINISTRATION

Téléphone
514 985-3333

ABONNEMENTS

(du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 16 h 30)
Téléphone
514 985-3355
Extérieur de Montréal
1 800 463-7559 (sans frais)
Courriel
abonnements@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-5967

PUBLICITÉ

Téléphone
514 985-3399
Extérieur de Montréal
(sans frais)
1 800 363-0305
Courriel
publicite@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

AVIS PUBLICS
ET APPELS D'OFFRES

Téléphone
514 985-3452
Courriel
avisdev@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

PETITES ANNONCES
ET PUBLICITÉ PAR
REGROUPEMENT

Téléphone
514 985-3322
Courriel
petitesannonces@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation SunMedia, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.